

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Que faire au premier tour de la présidentielle ?

L'importance de la perspective d'un accord politique

- Politique - A Gauche -

Date de mise en ligne : mardi 18 avril 2017

Démocratie & Socialisme

L'évolution des sondages en faveur de Jean-Luc Mélenchon et au détriment de Benoît Hamon ont fait naître un débat légitime chez de nombreux partisans de ce dernier : faut-il persévérer avec la campagne Hamon et voter pour celui-ci le 23 avril alors que de toute évidence le seul des deux qui puisse se qualifier au deuxième tour (si l'on en croit les sondages toujours) est Mélenchon ?

Le principal argument en faveur d'un vote voire d'une campagne désormais en faveur de Mélenchon est l'argument du vote utile. Le poids de cet argument est indéniable : si l'on veut que la gauche (passons sur l'orientation populiste de Mélenchon et de la France Insoumise qui ne se revendiquent plus comme de la gauche) soit au deuxième tour, le vote Mélenchon s'impose. Et pour mettre en accord son activité militante et son vote, cette logique veut qu'on assume publiquement ce vote mais aussi sa conséquence qui consiste à participer à la campagne de Mélenchon et convaincre les militants de la campagne Hamon d'en faire de même.

L'impossibilité de faire l'économie d'un accord politique entre les forces de la gauche

Que peut-on objecter à cet argument du vote utile ? Depuis le début, Démocratie & Socialisme a défendu le besoin de désavouer, dans un premier temps, la politique du gouvernement sortant, en battant Hollande et Valls dans le cadre des primaires, puis dans un deuxième temps de réaliser l'unité de la gauche sur la base **d'un accord politique comprenant un programme commun et un accord pour les législatives en vue de constituer une majorité parlementaire.**

En effet, l'unité n'est pas conçue comme l'addition des voix à l'élection présidentielle mais comme l'alliance des différents courants de la gauche sur la base de leurs convergences et dans le respect de leurs divergences. Elle est, par ailleurs, conçue principalement en vue des élections législatives, car on a beau faire un programme commun, on n'élit qu'une seule personne à la présidence de la République et que les institutions de la monarchie républicaine qu'est la Ve République mettent le président à l'abri de toute responsabilité envers ses électeurs mais aussi les courants politiques qui l'ont soutenu lors de la campagne électorale et l'éventuelle majorité parlementaire qui se constitue en soutien à son programme. L'expérience du quinquennat finissant suffit amplement pour le démontrer.

L'importance politique donc de l'unité en vue de l'élection présidentielle était double : permettre à la gauche d'être au deuxième tour **et dégager une dynamique unitaire en vue des législatives.**

Si l'importance des législatives vaut de manière générale, c'est d'autant plus le cas aujourd'hui puisque l'enjeu dépasse largement la séquence électorale en cours. L'enjeu d'un accord politique porte également sur la recomposition de la gauche dans un contexte où l'élection présidentielle va signer une mutation profonde du système politique français avec très probablement l'émergence d'une alliance centriste allant de la droite voire le centre du PS à la frange modérée des Républicains et englobant les différents courants centristes (Modem, UDI) [1]. Si les divers courants de la gauche sont « condamnés à s'entendre », autant commencer le plus tôt possible et surtout avant l'élection présidentielle étant donné la place centrale que ce scrutin occupe dans la Ve République et l'élan qu'une victoire le 7 mai génèrerait pour les élections législatives. Mais quel que soit le résultat des présidentielles, le besoin d'un accord politique pour réaliser la recomposition sera le même. Ce point est capital : quelle que soit la forme que prendra la recomposition de la gauche (parti unitaire et démocratique, fédération rose-rouge-verte, alliance entre partis, etc.), elle ne pourra faire l'économie d'un accord politique.

L'accord en vue de la présidentielle est, désormais, hors de portée. Mais le besoin de recomposition de la gauche n'a pas disparu pour autant. Au contraire, il s'accroîtra après la présidentielle quand la scission du Parti Socialiste

s'approchera. Et au contraire du Parti Socialiste en 1981 - qui a gagné la majorité absolue aux législatives tout en ayant fait une alliance avec le Parti Communiste - la France Insoumise n'est pas un parti politique ayant une longue histoire et une implantation territoriale et militante qui lui permettent d'espérer emporter toute seule une majorité des sièges à la future Assemblée. L'entêtement de la France Insoumise à présenter 577 candidats aux législatives - y compris contre les candidats localement enracinés des forces qui soutiennent Mélenchon comme le Parti Communiste - n'est motivé que par la volonté de récolter les fonds publics qui en découlent pour se renforcer financièrement. Cela procède de la logique de la table rase : la gauche se reconstruira en repartant, sur le plan organisationnel, de zéro et autour de la France Insoumise, dont la structure à la fois mouvementiste et hyper-centralisée n'assure aucun contrôle démocratique sur ses orientations. Et Mélenchon n'envoie aucun signal de vouloir changer de tactique après la présidentielle.

Comment dès lors défendre qu'il est nécessaire de faire campagne pour Mélenchon alors qu'il n'y a strictement aucun indice que celui-ci se résoudra au jeu des alliances entre courants de la gauche nécessaire à sa recomposition et à la victoire aux législatives ? On pourrait même penser que le scénario le plus probable dans le cas de la victoire de Mélenchon à la présidentielle serait le renforcement du sectarisme de la France Insoumise sur la base du présidentialisme de la Ve République : « vous croyez que les français sont assez stupides pour m'élire président en mai et me refuser une majorité en juin ? ». Mais que vaudra un président Mélenchon sans majorité parlementaire pour l'appuyer ? Ne serait-ce que sa promesse d'Assemblée Constituante pour préparer la constitution d'une VIe République - mesure phare de son programme - passerait à la trappe : la Constitution actuelle nécessite un vote majoritaire du Congrès pour permettre sa modification. Mélenchon serait alors réduit à la posture qu'il dénonce par la revendication de la VIe République : celle d'un président qui cherche sa légitimité démocratique en dehors et même contre le pouvoir législatif. Il ferait du de Gaulle, façon 1962 : puisque l'Assemblée Nationale ne voudrait pas de sa constitution, il convoquerait une constituante par-dessus celle-ci et le gouvernement et ferait adopter sa constitution par référendum. L'orientation bonapartiste de Mélenchon se reflète dans le choix d'aller seul à la présidentielle.

Le sens du vote Hamon

Le vote Hamon a dans cette perspective le sens suivant : renforcer le courant de la gauche qui « a joué le jeu » en contribuant à la défaite du gouvernement sortant et de ses soutiens au sein du principal parti de la gauche - dont on pourra difficilement faire l'économie pour recomposer la gauche - et qui, malgré les reproches qu'on peut faire à Hamon quant à sa volonté de réellement tendre la main à Mélenchon, a appelé à l'union de la gauche et en a réalisé le premier pas via l'accord avec EELV qui a permis le désistement de Yannick Jadot. Cet accord est exemplaire du type de démarche qui est nécessaire pour recomposer la gauche. Hamon et les siens ont même eu la largesse de réserver à EELV un nombre important de circonscriptions pour les législatives, ce qui a fait grincer des dents les droitiers du PS. Malgré la difficulté objective que constituera une défaite à la présidentielle, il sera toujours possible de défendre la perspective d'une alliance en vue des législatives ; celle-ci sera d'autant plus plausible que le score de Hamon sera élevé au premier tour, alors qu'une victoire de Mélenchon ne faciliterait pas les choses (ou alors il faut un acte de foi pour créditer Mélenchon de l'intention de changer de tactique une fois la présidentielle finie).

Bien entendu, cette manière de voir les choses revient à voter pour un candidat dont les chances d'emporter la présidentielle sont nulles. Mais à moins d'accepter la logique présidentialiste de la Ve République, cela n'empêche pas de continuer le combat en vue des législatives. L'objectif politique sera dès lors la victoire aux législatives et une cohabitation ou alors la constitution d'un groupe oppositionnel de gauche assez puissant pour perturber le quinquennat voire empêcher un gouvernement stable en cas de chambre introuvable. Cela impliquera de gagner la bataille au sein du Parti Socialiste et du même coup de proposer un accord global aux forces disponibles à le réaliser : EELV, Parti Communiste, Ensemble, associations de la société civile etc. mais aussi à la France Insoumise. Plus le score de Hamon sera élevé le soir du 23 avril, plus cette perspective sera plausible. Autrement dit, il faut agir en fonction de l'enjeu de la recomposition de la gauche à venir. L'histoire ne s'arrêtera pas au soir du 7 mai. La logique

L'importance de la perspective d'un accord politique

de cette position est donc de préserver l'avenir : puisque l'on n'a pas réussi à réaliser un accord pour gagner la présidentielle, préservons notre capacité à peser sur le cours des événements qui la suivront, à commencer par les législatives.

La seule fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français où le Parti Socialiste a durablement été dépassé - 1945-73 -, ce sont des circonstances exceptionnelles (le rôle du Parti Communiste dans la Résistance et le prestige qu'il en a tiré pendant de longues années) qui l'ont permis. La France Insoumise n'est en rien comparable à ces circonstances. Alors qu'elle porte aujourd'hui la principale responsabilité de la division, il n'existe aucune garantie que Mélenchon et les siens joueront le jeu des alliances par la suite, tout comme il n'existe aucune garantie que s'engager dans sa campagne à une semaine du premier tour fera pencher la balance (au contraire d'un accord avec Hamon). Autant alors s'employer à réunir les conditions les plus favorables à la recomposition à venir.

[1] www.contretemps.eu/candidature-macron-recomposition-politique